



## La mondialisation après le coronavirus

Xavier Dupret

Avril 2020

33.000 signes

*A lire nos médias, une reprise économique rapide en Chine constitue la pierre d'angle des scénarios optimistes pour l'après-crise. Cette perception des choses porte la marque des visions occidentalocentrées dont hélas, nous avons encore trop souvent le secret dans les anciennes métropoles coloniales. Les occidentaux ont, et la chose s'explique par leur histoire, tendance à vouloir subordonner les intérêts de la Chine aux leurs. C'est une erreur et ce le sera de plus en plus, d'ailleurs, à l'avenir.*

Certes, la Chine est devenue, depuis l'ouverture économique de 1989, un centre mondial dans la production de produits semi-finis. « À l'heure actuelle, environ 20% du commerce mondial de produits intermédiaires manufacturés proviennent de la Chine (contre 4% en 2002) »<sup>1</sup>. S'il est vrai que la production reprend, pour l'heure, en Chine, les perspectives en Europe ne sont guère positives. C'est ainsi que les grands groupes industriels français se sont succédés, dès le 20 mars, « pour annoncer une baisse de leurs investissements ou une révision à la baisse de leurs objectifs »<sup>2</sup>. Il en va de même en ce qui concerne les Etats-Unis où la peur des investisseurs sur les marchés financiers fait l'objet d'un indice spécifique.

### *Les optimistes et l'état réel du monde*

Il s'agit du Vix (pour Volatility Index). Plus ce dernier est élevé, plus les investisseurs se disent que le marché est risqué et qu'une baisse des cours est imminente. On observait, à la clôture du 20 mars 2020, que le Vix avait atteint un niveau record de l'ordre de 66,04.

---

<sup>1</sup> CnuCED, 4 mars 2020. Url : <https://news.un.org/fr/story/2020/03/1063131>. Date de consultation : 23 avril 2020.

<sup>2</sup> L'Usine Nouvelle, édition mise en ligne du 23 mars 2020.

L'indice Vix est calculé depuis 1990. Il n'a dépassé le niveau des 50 points qu'à deux reprises en trente ans. La dernière fois, c'était en octobre 2008 alors qu'il atteignait les 70 points<sup>3</sup>. Une telle amplitude annonce une récession d'envergure pour l'économie américaine, avec des investissements en berne.

Dans ces conditions, le redémarrage de la production en Chine se fera avec des carnets de commande dégarnis. La connexion avec les grands groupes donneurs d'ordre en Occident ne permettra plus à l'économie chinoise de faire face aux défis du développement et de la croissance comme autrefois. La stratégie de montée en gamme de l'économie chinoise n'en trouvera alors que plus d'intérêt aux yeux de Pékin. La Chine va alors aider ses producteurs à remonter le plus loin possible dans la chaîne de valeurs, si possible jusqu'au produit fini. Cette tendance, déjà bien connue des observateurs, avait été impulsée en 2015 par le plan « Made in China 2025 » qui visait, notamment grâce à l'innovation technologique, à augmenter la valeur ajoutée de l'industrie chinoise dans la division internationale du travail.

La stratégie « Made in China 2025 » a déjà provoqué une montée au créneau des Etats-Unis, comme en témoigne la guerre commerciale lancée par Donald Trump. On peut supposer que de nouvelles initiatives d'émancipation de la part de Pékin donneront lieu à d'autres tensions. En tout état de cause, un raffermissement de la montée en gamme de l'économie chinoise est susceptible de conduire à de nouveaux heurts avec les occidentaux, spécialement les Etats-Unis.

Le renforcement de l'industrie chinoise est intégré dans le nouveau plan de relance adopté par le gouvernement. « Sur le plan budgétaire, la Chine a prévu de lancer de nouveaux investissements en infrastructures dans les réseaux mobiles de 5G, l'intelligence artificielle ou encore l'automatisation industrielle »<sup>4</sup>. En outre, le plan de relance adopté par Pékin est très différent de celui de 2008

« Sur le plan monétaire, la Banque Populaire de Chine a récemment abaissé les taux d'intérêt mais les réductions de taux ont été proportionnellement beaucoup plus faibles que celles effectuées par la Réserve fédérale (Fed) aux États-Unis. Bien que d'autres diminutions des taux d'intérêt soient possibles, nous pensons qu'un assouplissement très agressif du crédit est peu probable, en raison des préoccupations du gouvernement concernant l'endettement des entreprises et des ménages »<sup>5</sup>. La Chine ne va donc pas s'endetter pour consommer davantage et sauver la croissance des pays occidentaux. De plus en plus de commentateurs et d'analystes entrevoient la possibilité de rapatrier chez nous des productions réalisées en Chine. C'est ainsi que, selon le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire, « l'épidémie de [coronavirus]

---

<sup>3</sup> Chicago Board Options Exchange, 20 mars 2020.

<sup>4</sup> David Ghezal, Deutsche Bank, Chine : la production redémarre mais la reprise économique pourrait prendre du temps, 16 mars 2020. Url : <https://www.deutschebank.be/fr/actu-et-conseils/articles/chine-la-production-redemarre.html>. date de consultation : 22 mars 2020.

<sup>5</sup> David Ghezal, op.cit.

change la donne de la mondialisation et montre que dans certaines filières, les difficultés d'approvisionnement peuvent poser un problème stratégique<sup>6</sup>. Il serait logique, dans ces conditions, que le gouvernement chinois décide de répondre du berger à la bergère en aidant ses industries à monter en gamme pour compenser les pertes occasionnées par l'après-coronavirus.

Ce faisant, les occasions de confrontation avec Washington, et peu importe, à cet égard, que Donald Trump soit encore ou non locataire de la Maison Blanche dans un an, risquent de se multiplier. En effet, la reprise de la consommation en Chine est, certes, encouragée par les autorités mais dans une moindre mesure, du moins à l'heure où ces lignes étaient écrites (24 mars 2020), que les Etats-Unis. En effet, les banques chinoises s'apprêtaient, au cours du mois de mars, à injecter du crédit à la consommation dans le but de reconstituer la demande. Cette mesure a été décidée fin février alors que suite à la crise du coronavirus, les consommateurs chinois avaient, en un mois, diminué leurs prêts à tempérament de court terme pour un total 64 milliards de dollars<sup>7</sup>.

Les projets en ce domaine du gouvernement chinois ne vont cependant pas jusqu'à égaler les plans de stimulation des autorités en Europe et aux Etats-Unis. Pour mémoire, la BCE s'est engagée à injecter 750 milliards d'euros de liquidités sur le marché secondaire des dettes tandis que le plan de soutien de l'administration Trump portait sur un total de 2.000 milliards de dollars. Ce plan, fruit d'un laborieux accord entre Républicains et Démocrates, représente 8% du PIB américain. Si l'on ajoute à ce chiffre un montant similaire de garanties de crédit, on voit que les différentes mesures de soutien à l'économie américaine atteignent les 16 points de PIB. Par comparaison, le plan de soutien chinois annoncé en février ne mobilisera, pour sa part, que 0,5% du PIB<sup>8</sup>. D'autres mesures moins quantifiables ont été annoncées. Si elles devaient multiplier par 5 l'impact du plan initial de février (ce qui constitue une hypothèse très forte), on arriverait à 2,5% du PIB, soit bien moins que chez nous.

Si le choc reçu par l'économie américaine est plus dur que celui de 1929, une injection équivalant à 16% de PIB, cela ne sera pas suffisant pour colmater toutes les brèches. Après le krach de 1929, le PIB américain a été amputé de 12,28% en valeur nominale<sup>9</sup>. Or, Goldman Sachs prévoit que le PIB américain pourrait chuter de l'ordre de « 24% au deuxième trimestre 2020, une baisse sans précédent pour un seul trimestre »<sup>10</sup>. On voit donc que la crise du coronavirus sera plus dure aux Etats-Unis que celle de 1929. En intégrant la performance du premier trimestre, c'est-à-dire -6% de croissance, il faudrait que l'économie américaine croisse à un rythme particulièrement spectaculaire pour arriver à enregistrer un impact neutre

---

<sup>6</sup> La Tribune, édition du 21 mars 2020.

<sup>7</sup> Financial Times, édition mise en ligne du 23 mars 2020.

<sup>8</sup> Le Figaro, édition papier du 25 mars 2020.

<sup>9</sup> Bureau of Economic Analysis, mars 2020.

<sup>10</sup> New York Times, édition papier du 22 mars 2020.

de la crise du coronavirus sur la croissance du PIB. Avouons que c'est une hypothèse très forte. Laissons à ce sujet la parole à Robert Kuttner, co-rédacteur en chef de la revue *American Prospect* : « Même le plan de relance de mille milliards de dollars proposé par l'administration Trump, et tel qu'embelli par les démocrates aujourd'hui, sera cruellement insuffisant. Donner à chacun 1.000 \$, voire 2.000 \$, aidera quelque peu. Mais cela représente environ trois semaines de salaire. Les congés médicaux payés, les allocations de chômage prolongées, l'investissement dans l'équipement médical nécessaire, l'aide aux industries dévastées comme les compagnies aériennes et les petites entreprises, ainsi que les reports de paiement des impôts et de la dette, sont évidemment nécessaires. Il en va de même des baisses de taux de la Réserve fédérale et des plans d'achats gigantesques d'obligations pour maintenir la solvabilité des marchés financiers. Mais aucune de ces mesures n'est vraiment suffisante, étant donné l'ampleur et le niveau d'effondrement économique probable. On pourrait facilement voir le PIB adopter un profil de baisse similaire à celui de la Grande Dépression, et à un rythme beaucoup plus rapide qu'au début des années 1930 <sup>11</sup> ».

Alors que les Etats-Unis multiplient les déficits et leur endettement, la Chine a clairement choisi un autre chemin. En fait, on doit s'attendre à ce que la politique d'assouplissement du crédit par le gouvernement chinois ne soit guère agressive tant la priorité de Pékin visera, tout d'abord, à éviter une progression trop importante de l'endettement privé en Chine. En outre, la politique actuelle de soutien au crédit privé visera simplement à revenir au niveau d'avant la crise.

Il est vrai que contrairement aux Etats-Unis ou à l'Union européenne, la Chine n'entre pas en récession. Certes, le PIB chinois ne devrait croître, cette année, que de 2 à 2,6% <sup>12</sup>. Dans le pire des cas, il stagnera à 0%. Ces chiffres constituent incontestablement un plus-bas pour l'économie chinoise. Cela dit, la croissance mondiale sera, elle, négative. Les analystes de la banque Goldman Sachs entrevoient une récession de l'ordre de 1,25% pour le monde <sup>13</sup>. Cette crise sera donc pire que la Grande Récession de 2008-2009 puisqu'en 2009, l'économie mondiale avait connu une contraction de 0,7% <sup>14</sup>. Si la situation se dégrade encore, la récession en cours pourrait représenter plus du double de ce qu'elle fut, il y a 11 ans.

Dans ce contexte global, la performance chinoise reste donc, somme toute, impressionnante. Au terme de l'année 2020, la part de la Chine dans l'économie mondiale sera plus importante. La Chine deviendra donc, davantage encore qu'aujourd'hui, un pôle d'accumulation à l'échelle mondiale.

Ce repositionnement se produira dans un contexte marqué par une progression des salaires en Chine inférieure aux gains de productivité impulsés par le gouvernement. En effet, alors que

---

<sup>11</sup> New York Times, opinion de Robert Kuttner, édition papier du 22 mars 2020.

<sup>12</sup> South China Morning Post, édition mise en ligne du 24 mars 2020.

<sup>13</sup> Fortune, édition mise en ligne du 17 mars 2020.

<sup>14</sup> FMI, mars 2020.

la production industrielle a chuté de 13,5% entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> mars 2020, le chômage urbain a enregistré un niveau jamais vu jusqu'à présent avec un taux de 6,2% d'après le Bureau national des statistiques de Pékin<sup>15</sup>. Or, « de faibles salaires donnent à la Chine un avantage en termes de coût dans la production de biens où sa productivité est seulement modérément faible, comme la production de biens électroniques »<sup>16</sup>. La Chine va donc continuer à monter en gamme et ravira des parts de marché aux firmes européennes et américaines. Pour l'heure, ces perspectives sont de nature à faire monter la tension avec Washington. La presse conservatrice US se répand en accusations contre le parti communiste chinois qui aurait, selon certains commentateurs, délibérément menti, dès janvier 2020, en sous-estimant la menace réelle que le coronavirus faisait peser sur les pays étrangers<sup>17</sup>. Auparavant, la Chine avait, d'ailleurs, accusé les Etats-Unis d'être à l'origine de l'épidémie de Covid-19<sup>18</sup>.

Dans le même registre, chacun se souvient de la manière dont le président Trump a qualifié le Covid-19 de « virus chinois ». Cette volonté de blâmer la Chine correspond à une perte de puissance de la part des États-Unis en particulier et des occidentaux en général. Et comme nous allons le voir, cette stratégie risque bien de ne pas fonctionner. C'est que le traitement de la crise sanitaire par le gouvernement américain risque de s'avérer nettement moins convaincant que ce qui a été mis en place en Chine.

### *Démondialisation et puissance chinoise*

Le prestige de la Chine sur la scène internationale est, à l'occasion de cette crise sanitaire d'ampleur mondiale, sorti grandi. A cet égard, il faut rappeler un certain nombre de faits. Comme chacun le sait, c'est en Chine que l'épidémie de Covid-19 a éclaté en premier lieu fin décembre 2019. Or, on peut repérer que la courbe des contaminations a baissé à partir du 19 février. En un mois, les progrès réalisés ont été spectaculaires. Le 19 mars, la Chine annonçait qu'elle ne recensait plus aucune nouvelle contamination d'origine locale<sup>19</sup>. L'Empire du Milieu ferait presque aujourd'hui figure d'îlot dans un monde dévasté par une pandémie bien difficile à contrôler. Voilà pourquoi la Chine a décidé de fermer temporairement ses frontières aux étrangers et a réduit ses vols internationaux le 27 mars 2020. Le pays comptait, en date du vendredi 28 mars 2020, 55 nouveaux cas de coronavirus, dont 54 en provenance de l'extérieur. Au total, le nouveau coronavirus a contaminé en Chine au moins 81.340 personnes et fait 3.292 morts.

---

<sup>15</sup> Financial Times, édition mise en ligne 16 mars 2020.

<sup>16</sup> Paul Krugman, Robin Wells, Microéconomie, 4<sup>ème</sup> édition, Ed. De Boeck Supérieur, Bruxelles, 2019, p.293.

<sup>17</sup> Washington Examiner, édition mise en ligne du 21 mars 2020.

<sup>18</sup> La Libre Belgique, édition mise en ligne du 13 mars 2020.

<sup>19</sup> La Libre Belgique, édition mise en ligne du 19 mars 2020.

Par comparaison, les Etats-Unis semblent s'enfoncer dans une crise sanitaire particulièrement violente. Ils comptaient 104.256 cas confirmés en date du 28 mars 2020<sup>20</sup>.

Le traitement du coronavirus a renforcé le prestige de Pékin dans le monde. Les Etats-Unis, accusent le coup face dans la lutte pour l'hégémonie mondiale qui les oppose à la Chine. Et lorsque Washington dit travailler en étroite coopération avec Pékin pour traiter la crise du coronavirus<sup>21</sup>, c'est là un signe obvie que les élites politiques états-uniennes prennent clairement la mesure de leur perte de crédibilité. On notera toutefois que l'accalmie entre Pékin et Washington a été de courte durée alors que les médias occidentaux laissaient entendre, fin mars 2020, que les autorités chinoises avaient sous-estimé le nombre de morts dans la province du Hubei où l'épidémie avait éclaté<sup>22</sup>. La lutte de pouvoir entre Washington et Pékin semble donc appelée à s'approfondir. D'après Eswar Prasad, « les relations sino-américaines se sont détériorées au point d'atteindre un niveau comparable à l'après-Tiananmen<sup>23</sup> ». La crise du coronavirus met les Etats-Unis en position de faiblesse face à la Chine. La presse anglo-saxonne n'a évidemment pas été sans le relever. « Dans un passé récent, les officiels chinois se sont montrés particulièrement confrontationnels avec de nombreux pays occidentaux, mais ils étaient plus prudents quand il s'agissait des Etats-Unis. Il se pourrait que cette époque soit révolue »<sup>24</sup>.

Il faut se rendre compte, et c'est cela qui inquiète au plus haut point les élites américaines, que la crise du coronavirus interroge plus fondamentalement la pertinence du néolibéralisme comme stratégie de développement plus encore que la puissance américaine. A côté de la Chine, un autre pays a été cité en exemple par la presse internationale. Il s'agit du Vietnam, à propos duquel le Financial Times se montrait particulièrement élogieux. Dans un article du 24 mars 2020, le prestigieux quotidien londonien saluait les efforts du Vietnam dans sa lutte contre l'expansion du coronavirus. Cet article donnait la parole à un expert du Vietnam, le professeur Carl Thayer, professeur émérite à l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, qui estimait que la réussite d'Hanoi

Face au Covid-19 résidait dans le fait que « le Vietnam est une société de mobilisation<sup>25</sup> ». La Corée du Sud, souvent citée en exemple pour sa politique de santé publique face à la crise du coronavirus, constitue également, avec la Chine et le Vietnam, un exemple de société de mobilisation où l'individu est capable de s'effacer devant le collectif. « Technologie, test à

---

<sup>20</sup> CoronaTracker, 28 août 2020.

<sup>21</sup> Fortune, édition mise en ligne du 27 mars 2020.

<sup>22</sup> Newsweek, édition mise en ligne du 29 mars 2020.

<sup>23</sup> Cité par le New York Times, édition mise en ligne du 22 mars 2020.

<sup>24</sup> The Economist, édition papier du 21 au 27 mars 2020, p.48.

<sup>25</sup> Financial Times, édition du 24 mars 2020.

grande échelle, transparence, et mobilisation des habitants sont les ingrédients de la stratégie volontariste adoptée par le pays pour endiguer l'épidémie »<sup>26</sup>.

L'individualisme caractéristique des sociétés occidentales constitue un problème en ces temps d'épidémie. Placer en retrait ses intérêts personnels face au collectif n'a, en effet, rien d'évident chez nous. Le sociologue marxiste Michel Clouscard ne s'y était pas trompé, il y a plus de 40 ans, lorsqu'il décrivait nos sociétés de capitalisme avancé comme obsédées par « la répétition égoïste et sécurisante du Même. La volonté de consommer sans rien produire. Et refus de l'échange, du partage »<sup>27</sup>.

Et pourtant, il va falloir que l'Occident retrouve le sens de la mobilisation collective face à la crise économique qui pointe. Cette dernière a été qualifiée de « calamité mondiale d'une ampleur digne des années 1930 » par Scott Miner, directeur général des investissements de Guggenheim<sup>28</sup>. Scott Miner, c'est un pilier de l'économie capitaliste. Pas vraiment un révolutionnaire. Il faut donc que la situation soit particulièrement critique pour qu'une personne occupant de telles fonctions s'exprime de la sorte. Prenons la mesure du problème.

L'économie mondiale se caractérise par l'existence d'entreprises-réseau. Ces dernières renvoient à un mode d'organisation inédit par lequel des organisations formellement distinctes sont fermement reliées entre elles via un donneur d'ordres (ou firme centrale) qui agit en chef d'orchestre. Dans ce système d'organisation, la firme centrale fait massivement appel à des firmes extérieures. Le contrôle de la firme centrale sur ces dernières s'établit au moyen de contrats de fourniture sans cesse renégociables et révisés. C'est à partir de cette réalité qu'a été forgé le concept de chaîne de valeurs. Ces dernières désignent la dynamique par laquelle les entreprises centrales distribuent les cartes de la production. Ce sont ces multinationales qui décident qui produit quoi, quand et où. L'arbitrage entre internalisation et externalisation est, dès lors, constant. L'exploitation des chaînes de valeur peut donner lieu à l'apparition de « firmes creuses »<sup>29</sup>. Ces dernières conçoivent et vendent des produits pour lesquelles elles détiennent la marque mais ne fabriquent, en définitive, plus rien. Dans cette configuration, la firme centrale se contente, pour sa part, de garder pour elle la recherche de pointe, l'innovation et le marketing. A ce sujet, on notera, avec le prix Nobel d'économie Paul Krugman<sup>30</sup>, un mouvement de décomposition/recomposition permanent des chaînes de valeur à l'échelle mondiale en fonction des critères de maximisation du profit de la firme centrale. La crise actuelle met en situation de faillite des entreprises situées à tous les degrés de la

---

<sup>26</sup> Le Figaro, édition mise en ligne du 13 mars 2020.

<sup>27</sup> Michel Clouscard, *Le Capitalisme de la séduction* (1981), éd. Delga, Paris, 2015, p. 100.

<sup>28</sup> Les Echos, édition mise en ligne du 20 mars 2020.

<sup>29</sup> Daniel Bachet, *Les Fondements de l'entreprise. Construire une alternative à la domination financière*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007.

<sup>30</sup> Paul Krugman., *Growing World Trade: Causes and Consequences in Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 1995, No. 1, 25th Anniversary Issue (1995), pp. 327-377.

chaîne de valeur. Ce qui signifie que des goulets d'étranglement apparaissent sur ces chaînes et mettent en péril la production mondiale.

Pour remédier à cette désorganisation, la réorganisation de ces chaînes pourra, certes, donner lieu à des relocalisations d'activités. La sécurisation de certains approvisionnements stratégiques est, en effet, en jeu. L'épidémie de coronavirus a prouvé le bien-fondé de ce type de considération à travers l'exemple, notamment, de la pénurie de masques. C'est ici qu'intervient le débat sur la démondialisation. Ce concept a été proposé initialement au début des années 2000 par le sociologue philippin Walden Bello. Pour ce dernier, la démondialisation devait permettre aux pays du Sud de maîtriser leurs marchés intérieurs en raccourcissant les canaux de distribution et de production<sup>31</sup>. L'approche prônée par Bello était davantage volontariste que structurelle. En effet, lorsque Bello popularise, en 2002, le terme de démondialisation, l'internationalisation des échanges battait son plein et nul ne songea qu'un coup d'arrêt pût être porté à ce qui semblait l'horizon inexorable des sociétés humaines.

Tout va changer à partir de la Grande Récession de 2007-2008. A cette époque, le cœur de la finance occidentale a explosé. Il s'en est suivi un gel du crédit qui a conduit la puissance publique à se substituer aux acteurs privés. Il y eut, tout d'abord, les plans de relance consistant en une activation de la dépense publique pour relancer l'investissement via un soutien à la demande. Ensuite, les banques centrales sont intervenues pour injecter de la liquidité via des plans d'assouplissement quantitatif. Ces derniers visaient à racheter des obligations aux banques afin de leur permettre de disposer de davantage de liquidités. Les banques centrales se sont alors substituées aux établissements privés pour alimenter en liquidités les marchés financiers. Les mouvements transfrontaliers de capitaux ont fini par se tarir puisque la circulation monétaire était le fait des autorités publiques nationales. Les chiffres sont clairs. Les flux de capitaux à destination des marchés émergents (Chine incluse) sont en baisse depuis 2017.

Cette année-là, les flux de portefeuille vers les émergents avoisinaient les 400 milliards de dollars. Ils sont retombés à 200 milliards de dollars en 2018. En 2019, on voit qu'ils ont adopté un profil stagnant. Pour sa part, l'année 2020 consacrera cette tendance puisqu'elle se caractérisera, comme ce fut le cas en 2008, par un retour des capitaux investis chez les émergents. En effet, les investisseurs occidentaux rapatrient actuellement du cash en catastrophe. Ces données financières recouvrent un grand nombre d'opérations spéculatives et ne nous disent, dès lors, pas grand-chose sur les mouvements dans la sphère productive de l'économie mondiale. En la matière, on peut établir sans risque que les flux de marchandises ont également marqué le pas. « En ce qui concerne les mouvements de marchandise, après un fort déclin en 2008, l'opinion générale était que le commerce continuerait à croître à un rythme similaire à celui qui prévalait avant la crise. En réalité, cela n'a pas été le cas. De 2009

---

<sup>31</sup> Lire à ce sujet Walden Bello, *Deglobalization: Ideas for a New World Economy*, Zed Books, London, New York, 2002.

à 2018, le commerce a crû en volume de 3,5% en moyenne annuelle, ce qui est inférieur à la moyenne de 7,6% d'avant la crise »<sup>32</sup>.

Pour ce qui est des investissements directs étrangers (IDE), lesquels correspondent à ce que les économistes nomment la formation brute de capital fixe (c'est-à-dire des investissements physiques concrets), la tendance est encore plus nette. En 2018, le volume d'investissements directs étrangers, dans le monde, était de 30.000 milliards de dollars, soit à peu près le même niveau qu'en 2009. En termes de tendances, on note une diminution constante des IDE depuis 2015. Entre 2015 et 2018, les IDE dans le monde ont, d'ailleurs, baissé de 40%. La politique agressive de Donald Trump n'est, d'ailleurs, pas seule en cause. Certes, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a découragé, depuis 2018, les investisseurs internationaux. Cela dit, on constate une baisse des IDE avant l'investiture de Donald Trump. En 2015, le flux des IDE atteignait les 50.000 milliards de dollars contre 45.000 milliards en 2016 et 42.000 en 2017. Il s'agit là, mine de rien, d'une baisse de 16% en deux ans<sup>33</sup>.

A terme, il est raisonnable de penser que le commerce international va peser de moins en moins lourd dans le PIB mondial. Pour autant, la puissance de la Chine ne va pas subitement diminuer. La montée en gamme de l'économie chinoise va permettre à Pékin d'exporter sur les marchés émergents des produits de plus en plus pointus. La chose sera envisagée comme un espoir, et peut-être même un exemple, pour un grand nombre d'Etats du Sud qui ont en commun avec la Chine le fait d'avoir été colonisés par l'Occident.

D'un point de vue économique, la montée en gamme de l'industrie chinoise va s'effectuer dans un contexte pénalisant pour les économies occidentales. Ces dernières ont, en effet, perdu de vue la nécessité d'articuler leurs politiques économiques autour d'un Etat industrialisateur fort. De ce point de vue, l'Europe n'est pas spécialement bien partie. En mai de l'année dernière, la presse économique s'inquiétait de ce qu'en réaction aux intentions du ministre de l'Economie Peter Altmaier, soucieux de créer des « champions » nationaux ou européens, les grosses PME, fer de lance du commerce extérieur allemand, aient rué dans les brancards. Plus largement, le milieu patronal allemand a estimé que « le contrôle public des investissements ne devrait pas devenir un outil de politique industrielle »<sup>34</sup>.

Evidemment, cette fin de non-recevoir du patronat allemand date d'avant la crise du coronavirus. Lorsque l'Europe sortira de son confinement, elle devra faire face à une forte récession et un redémarrage très lent de son appareil productif<sup>35</sup>. Les industriels allemands seront donc contents de trouver les pouvoirs publics européens à leurs côtés.

---

<sup>32</sup> Alicia García Herrero, From globalization to deglobalization: Zooming into trade, think tank BRUEGEL, 3 février 2020, p.33.

<sup>33</sup> CNUCED, février 2020.

<sup>34</sup> Les Echos, édition mise en ligne du 5 mai 2019.

<sup>35</sup> L'Usine Nouvelle, édition mise en ligne du 16 mars 2020.

## *Sociétés de mobilisation*

La présente crise a démontré que le sous-investissement dans les soins de santé a été, au cours des dernières semaines, criminel. Or, les différents états européens vont devoir faire face à de profonds déficits au terme de cette crise. Puisqu'il est plus que jamais hors de question de mettre en oeuvre une nouvelle vague d'austérité contre le secteur non-marchand, les déficits et les endentements publics en hausse devraient être financés par une augmentation des recettes fiscales et une activation des propriétés redistributives de l'impôt.

Si des impôts frappaient davantage les couches supérieures des contribuables, un mouvement de définanciarisation des économies occidentales pourrait s'esquisser. C'est, en effet, au sein des classes supérieures, que la propension à épargner est la plus élevée. Petit à petit, on pourrait observer une diminution des mouvements de capitaux aux quatre coins du monde. Pour nos économies, ce serait naturellement un grand pas en avant. Les crises financières ont eu, depuis une vingtaine d'année, de plus en plus tendance à se rapprocher et à être de plus en plus déstructurantes. De surcroît, le niveau important des endettements implique que l'épargne intérieure soit destinée au financement de la dette publique.

Le rapatriement sur le sol européen d'éléments de la chaîne de valeur pourrait éventuellement conduire à des augmentations de prix. Si cette inflation alimente, en retour, une hausse des salaires, le niveau réel des dettes va alors s'éroder.

Tout ne sera pas idyllique à l'intérieur de ce changement de paradigme, si tant est, par ailleurs, que des acteurs politiques le concrétisent. Des pays comme l'Espagne ou l'Italie qui ont été mis à genoux par les programmes d'austérité de ces dernières années devront très vraisemblablement restructurer leurs dettes publiques. La chose sera facilitée si les pays du nord de la zone euro leur permettent de bénéficier d'un soutien raffermi de la BCE. En effet, un épisode de coupure des marchés financiers succède classiquement à une initiative de restructuration des dettes publiques.

Lorsque l'on analyse le résultat des réunions de l'eurogroupe qui se solde par un refus de mutualisation des dettes publiques, force est de constater que nous sommes loin de prendre le chemin précédemment esquissé. Pourtant, si l'Europe veut retrouver le chemin de la croissance, elle n'a pas le choix. Plus globalement, on peut dire de l'Europe de demain qu'elle devra se frayer un chemin d'autonomie entre les Etats-Unis et la Chine.

Cela n'empêchera nullement l'exportation de capitaux de la part des acteurs européens. Cette option leur permettra de solvabiliser la demande et de renforcer leur présence au sein des marchés émergents. A la thèse qui met en avant la démondialisation, on préférera donc parler de relocalisation des activités.

En fin de compte, il appartiendra aux sociétés européennes à se projeter dans l'avenir comme des sociétés de mobilisation. Le néolibéralisme n'a rien d'inéluctable. Pour s'en convaincre, on scrutera de plus près la patrie par excellence du capitalisme, c'est-à-dire les Etats-Unis. On

apprendra avec intérêt que la plus longue de période de croissance de ce pays a correspondu à un épisode d'économie planifiée.

Le gouvernement américain a, en effet, conçu une planification des productions industrielles du pays durant la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit du Victory Program. On relèvera que le taux de croissance annuel moyen s'est situé, entre 1941, date de l'entrée en guerre des Etats-Unis, et 1945, aux alentours de 11,95%. Or, cette période a correspondu à une tendance croissante à la planification de l'économie américaine sous la houlette de l'administration Roosevelt. « Lorsque la Seconde Guerre mondiale commença à se profiler à l'horizon et qu'il fallut compter sur l'industrie pour un accroissement considérable de la production, on prit toute une série de nouvelles mesures d'urgence pour encourager et diriger l'expansion. (...) L'organisation de l'économie de guerre comprit un War Production Board qui obtint quelques-uns des résultats que l'on avait recherchés en créant la Recovery Administration. Il tenta effectivement de considérer l'appareil de production nationale comme un tout. Il établit un système de rationnement des matières premières rares et suivit de près le développement des moyens de production nécessaires pour faire face aux circonstances. Mais on établit également des contrôles de prix, on institua des mesures pour assurer le financement de l'expansion et il se répandit un sentiment général de responsabilité à l'égard de la cohérence et de la continuité du système ». <sup>36</sup> Des mesures d'orientation de l'épargne basées sur d'autres considérations que la seule protection des investisseurs furent également adoptées à l'époque. C'est ainsi que des obligations de guerre (War Bonds) ont été émises à un taux d'intérêt inférieur à l'inflation. Cette opération équivalait techniquement à une forme d'imposition du capital financier destinée à favoriser le déploiement de la production industrielle nécessaire à l'effort de guerre <sup>37</sup>.

Aux Européens de mettre en œuvre, à présent, leur propre programme de mobilisation.

---

<sup>36</sup> R.G Tugwell. L'attitude réticente des Etats-Unis à l'égard de la planification in *Revue économique*, volume 4, n°2, 1953. p.268

<sup>37</sup> D.M, Kennedy, *Freedom from Fear: The American People in Depression and War, 1929-1945*. New York: Oxford University Press, 1999, p.626 cité par Tassava, C.J, *The American Economy during World War II*, Economic History Association [en ligne], url : <https://eh.net/encyclopedia/the-american-economy-during-worldwar-ii/> (date de consultation : 1er avril 2020)